



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE NUKU-HIVA

Séance du 27 juin 2025

DÉLIBÉRATION N° 2025.039

**OBJET : Approuvant la dissolution du Budget annexe de l'électricité**

L'an **deux mille vingt-cinq**, le **27 juin**, le conseil municipal de la Commune de Nuku-Hiva, régulièrement convoqué le **24 juin 2025** conformément à l'article L.2121-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni en séance ordinaire à la salle de réunion de la Mairie de Taiohae, sous la présidence de Monsieur le Maire, Benoît KAUTAI.

**DATE CONVOCATION :**

24 juin 2025

**DATE D’AFFICHAGE :**

24 juin 2025

**DATE DE LA SÉANCE :**

27 juin 2025

**HEURE DE LA SÉANCE :**

13 heures 00

<b>En exercice :</b>	23
<b>Présents :</b>	13
<b>Procurations :</b>	5
<b>Votants :</b>	18

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE :**

Mme Laïza DEANE

**PRÉSENTS**

M. Benoît KAUTAI  
M. Casimir TAMARII  
Mme Mathilde TAUPOTINI  
M. Max PETERANO  
Mme Victorine CIANTAR  
M. Gordon FALCHETTO  
Mme Françoise Tuiohoho AH-SCHA  
Mme Nateriria PIRIOTUA  
Mme Laïza DEANE  
M. Alexandre TAATA  
Mme Griselda TEIKIKAIINE  
M. Jean-Pascal TEIKIHAA  
M. Wenceslas FALCHETTO

**POUVOIR(S)**

Mme Jeanne Marie KAUTAI donne pouvoir à M. Max PETERANO  
M. Aldo TAATA donne pouvoir à M. Benoît KAUTAI  
Mme Taemani TEIKITEKAHIOHO donne pouvoir à Mme Victorine CIANTAR  
Mme Taniouoho OTTO donne pouvoir à M. Casimir TAMARII  
Mme Tetapuheitini Dolly TAUPOTINI donne pouvoir à Mme Françoise Tuiohoho AH-SCHA

**ABSENT(S) EXCUSÉ(S)**

M. James TEKOHUOTETUA  
M. Jean-Claude TATA  
M. Nicolas HAITI  
M. Pierre CANCIAN  
Mme Juliana VAIAANUI

Formant la majorité des membres en exercice,

Envoyé en préfecture via DOTELEC - Dematis

Reçu en préfecture le : 30 juin 2025

ID : 987-200013381-20250627-D022025039I0-DE

**VU :**

- ↳ La loi organique n°2004-192 du 27 février 2004 modifiée, portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;
- ↳ La loi n°2004-193 du 27 février 2004, complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;
- ↳ Le code général des collectivités territoriales applicable aux communes de Polynésie française, tel qu'institué par l'ordonnance n°2007-1434 du 5 octobre 2007, modifiée par la loi n°2007-1720 du 20 décembre 2007 et par la loi n°2007-1787 du 20 décembre 2007, et notamment de ses dispositions codifiées aux articles L.1611-1 et suivants.
- ↳ Le décret n°2008-1020 DU 22 septembre 2008 portant extension des première, deuxième et cinquième partie du code général des collectivités territoriales aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics ;
- ↳ L'arrêté n° HC 19/SAIM/clis du 23 décembre 2022 portant transfert de compétence du service public de l'électricité à la communauté de communes des îles Marquises à la date du 1<sup>er</sup> janvier 2023 ;

**Exposé des motifs :**

**Considérant** qu'aux termes de l'arrêté n° HC 19/SAIM/clis en date du 23 décembre 2022, la compétence relative au service public de l'électricité a été transférée, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, à la Communauté de communes de Îles Marquises ;

**Considérant** qu'en conséquence de ce transfert de compétence, il appartient à la commune de procéder à la clôture du budget annexe de l'électricité ;

**Considérant** la lettre d'observation n° HC 137122/SAIM/BCL/sc en date du 12 mai 2025, émise par les services du Haut-Commissariat en Polynésie française, signalant l'absence de délibération portant clôture dudit budget au titre de l'exercice 2025 ;

**Considérant** que par délibération n° 2025.011 en date du 13 mars 2025, le conseil municipal a approuvé les comptes définitifs du budget annexe de l'électricité afférents à l'exercice 2024 ;

**Considérant** la réunion technique tenue le 19 juin 2025 entre la Responsable des Affaires Administratives et Finances de la commune et la Responsable de la Trésorerie des Archipels, relative aux écritures comptables à enregistrer en vue de la dissolution du budget concerné ;

**Considérant** qu'il convient, dans un objectif de régularisation administrative et de sincérité budgétaire, de procéder à la clôture formelle du budget annexe de l'électricité ;

**OUI l'exposé du Maire**

**LE CONSEIL MUNICIPAL**

Après en avoir délibéré

**ADOpte A L'UNANIMITE**

RESULTAT DU VOTE :	POUR 18	CONTRE 0	ABSTENTION 0
<b>ARTICLE 1 :</b>	Il est décidé de procéder à la clôture définitive du budget annexe de l'électricité, à compter de l'exercice 2025, en raison du transfert de compétence du service public de l'électricité à la Communauté de communes des Îles Marquises, intervenu le 1 <sup>er</sup> janvier 2023.		
<b>ARTICLE 2 :</b>	Il est précisé que les écritures comptables relatives au transfert des biens, ainsi que celles liées à l'emprunt rattaché audit service, ont d'ores et déjà été enregistrées conformément aux dispositions règlementaires applicables.		
<b>ARTICLE 3 :</b>	La clôture du budget annexe s'effectuera par la reprise de l'ensemble des soldes comptables, actifs et passifs restants, dans le budget principal de la commune, conformément aux règles de la comptabilité publique et aux recommandations de la Trésorerie des Archipels.		
<b>ARTICLE 4 :</b>	Le Maire est autorisé à procéder à toutes les opérations comptables, administratives et financières nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération, en lien avec les services de la Trésorerie et les autorités de tutelle.		
<b>ARTICLE 5 :</b>	Conformément aux dispositions du code de justice administrative, cette délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de la Polynésie française dans un délai de deux (2) mois à compter de sa publication ou notification ainsi que sa transmission au représentant de l'État en Polynésie française.		
	La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par application de « Télérecours citoyens » accessible à partir du site : <a href="http://www.telerecours.fr">www.telerecours.fr</a> .		
<b>ARTICLE 6 :</b>	Le Maire ou son représentant et la Responsable de la Trésorerie des Archipels sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération qui sera enregistrée, affichée et communiquée partout où besoin sera.		

Fait et délibéré les jours, mois et ans susdits.  
Pour extrait conforme au registre des délibérations.

Acte rendu exécutoire après transmission au  
Représentant de l'État via le portail @CTES :

Le : ..... 30 JUIN 2025 .....

et publication sur le site internet de la CODIM :

Du : ..... 30 JUIN 2025 .....

**Le Maire,**  
Benoît KAUTAI

